

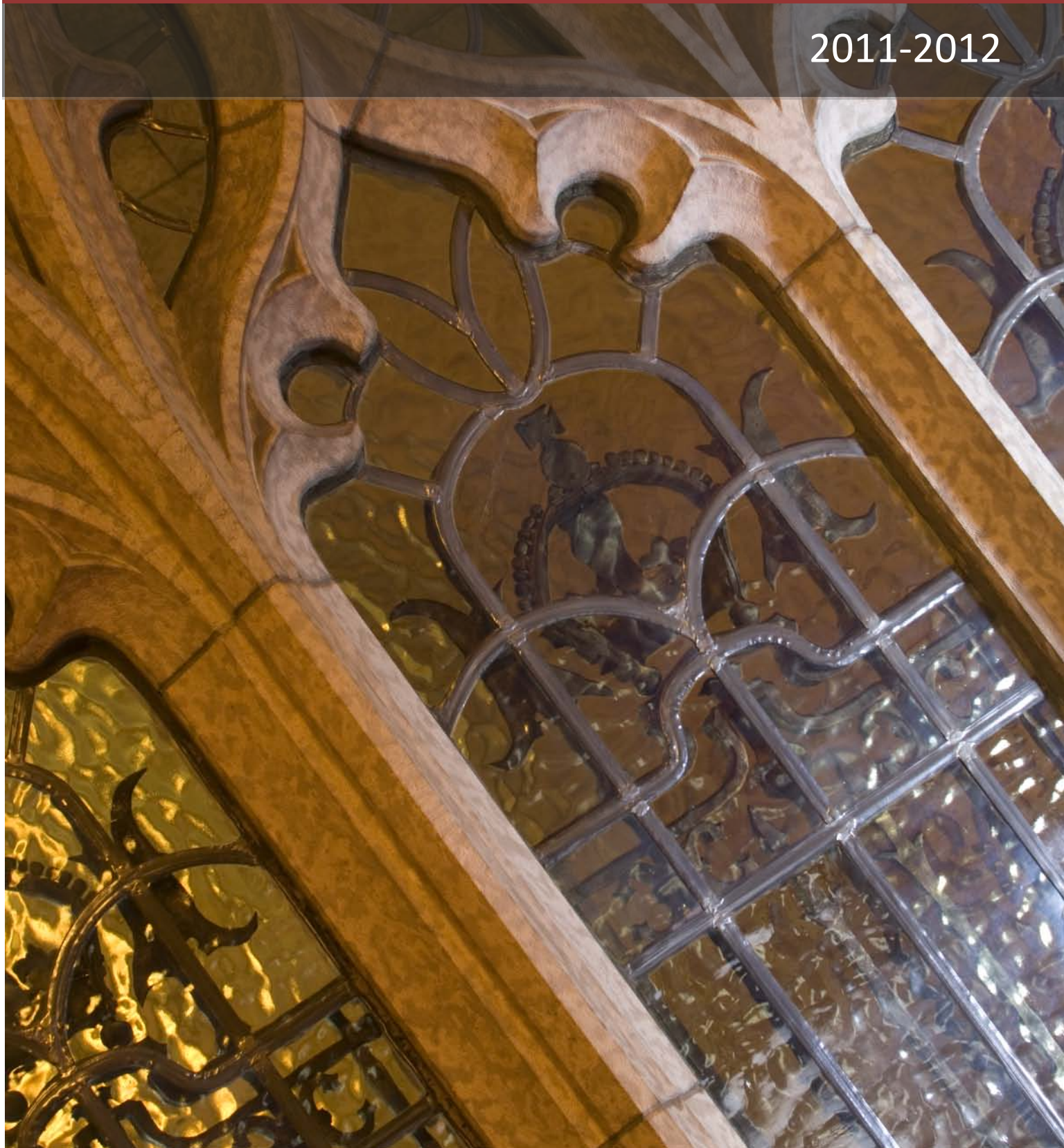


Direction des comités

Activités et dépenses

Rapport annuel

2011-2012



Message de la greffière principale de la Direction des comités



Je suis heureuse de présenter le rapport annuel 2011-2012 de la Direction des comités du Sénat, qui décrit les activités et les dépenses de la Direction et des nombreux comités auxquels celle-ci fournit un soutien administratif, procédural et autre.

L'exercice en cours a débuté pendant une période de dissolution, le Parlement ayant été dissous le 26 mars 2011. Le 2 mai 2011, il y avait tenue d'élections fédérales, et, le 3 juin, c'était le début de la première session de la 41^e législature, avec la lecture au Sénat du discours du Trône. Le 9 juin, le Comité de sélection faisait rapport de ses recommandations au sujet des membres des comités, et on tenait des réunions d'organisation peu de temps après.

On a commencé la planification préalable avant l'ajournement de l'été. Cependant, c'est à l'automne que les comités ont commencé à travailler sérieusement. Ils ont obtenu des ordres de renvoi, rédigé et fait approuver des budgets, et entamé des audiences. Ils n'ont pas tardé à s'engager dans l'action, et les niveaux d'activité sont demeurés élevés jusqu'à la fin de l'exercice.

Les comités sont fiers de leurs travaux, et il est important de les faire connaître aux parties intéressées et aux Canadiens en général. Au cours de l'exercice 2011-2012, la Direction a déployé des efforts concertés afin d'améliorer les outils dont disposent les Canadiens pour s'informer du travail des comités. Nous avons travaillé avec les Directions des services des communications, des publications et de l'information à mettre à jour le contenu des sites Web de tous les comités du Sénat, à moderniser leur aspect général et à améliorer leur fonctionnement. Les commentaires provenant des sondages auprès des témoins portent à croire que ces changements ont eu une incidence positive importante.

La Direction des comités est fière de fournir un appui professionnel et non partisan aux comités du Sénat pour les aider à atteindre leurs objectifs. Nous apprécions grandement les remarques que nous font les présidents et vice-présidents de comités, car cela nous aide à évaluer et à améliorer nos services, ainsi que celles formulées dans les sondages auxquels répondent les témoins après leur comparution. Leurs réponses montrent qu'ils sont très satisfaits, 99 % d'entre eux évaluant l'ensemble des services de la Direction des comités à 4 ou à 5 sur une échelle de cinq points. Plusieurs témoins ont aussi indiqué que les sénateurs étaient accueillants, très bien préparés et attentifs, et 95 % d'entre eux ont dit considérer que leur comparution avait été utile. Nous continuerons d'offrir un soutien de qualité à un processus qui est cher aux Canadiens.

A handwritten signature in black ink that reads "Heather Lank". The signature is written in a cursive, flowing style.

Heather Lank
Greffière principale

Énoncé de mission

En tant qu'institution du Parlement du Canada, le Sénat du Canada fait partie intégrante du processus législatif fédéral. Afin de s'acquitter de son rôle législatif, le Sénat a constitué un certain nombre de comités chargés d'examiner les projets de loi et les budgets des dépenses, et de mener des études spéciales sur divers sujets. La Direction des comités assure un soutien administratif aux comités, les conseille sur la procédure parlementaire et leur fournit de l'information pour les aider à accomplir leurs tâches et à atteindre leurs objectifs. Pour remplir son mandat, la Direction des comités du Sénat estime qu'elle doit :

- offrir un service de qualité supérieure à tous les sénateurs siégeant au sein des comités;
- faire preuve de courtoisie, de professionnalisme et d'objectivité dans l'exercice de ses fonctions;
- respecter le principe de la confidentialité dans son travail avec les sénateurs et les comités;
- contribuer à améliorer l'image de marque du Parlement en général et du Sénat en particulier;
- observer le *Règlement*, les règles et les politiques du Sénat;
- veiller au perfectionnement de ses ressources humaines; et
- encourager l'innovation afin d'améliorer le fonctionnement de la Direction.

***Greffiers (greffières), adjointes administratives et
personnel de soutien
2011- 2012***

Heather Lank
Greffière principale

Catherine Piccinin
Greffière principale adjointe

Brigitte Martineau
Adjointe administrative

Debbie Larocque
Adjointe administrative

Greffiers / greffières
(par ordre alphabétique)

Shaila Anwar
Daniel Charbonneau (depuis septembre 2011)
Lynn Gordon
Line Gravel
Keli Hogan (jusqu'en octobre 2011)
Danielle Labonté
Jean-Yves Lefort (depuis septembre 2011)
Kevin Pittman
Jessica Richardson
Josée Thérien
Adam Thompson
Jodi Turner (depuis septembre 2011)
Marcy Zlotnick

Adjointes administratives
(par ordre alphabétique)

Tracy Amendola
Louise Archambeault
Lyne Héroux
Maritza Jean-Pierre
Diane McMartin
Lori Meldrum
Louise Pronovost
Nicole Raymond
Monique Régimbald
Sylvie Simard
Anita Vinette

Greffière législative / greffier législatif

Allison Button
Mark Palmer (depuis septembre 2011)

Commis-réceptionniste

Arianne Legault

Coordonnatrice des statistiques

Sylvie Trudeau

Messenger

Jérémie Legault

Table des matières

Message de la greffière principale de la Direction des comités	i
Énoncé de mission	ii
Greffiers (greffières), adjointes administratives et personnel de soutien	iii

Partie I – Renseignements généraux

Aperçu des dépenses et des activités	3
Faits saillants des rapports sur les études spéciales	8

Partie II – Profils des comités 2011-2012

Affaires étrangères et commerce international	12
Affaires juridiques et constitutionnelles	14
Affaires sociales, sciences et technologie	18
Agriculture et forêts	21
Banques et commerce	23
Conflits d'intérêts des sénateurs	25
Droits de la personne	27
Énergie, environnement et ressources naturelles	30
Finances nationales	32
Langues officielles	35
Pêches et océans	38
Peuples autochtones	40
Régie interne, budgets et administration	42
Règlement, procédure et droits du Parlement	44
Sécurité nationale et défense	46
Sous-comité des anciens combattants	48
Sélection	50
Transports et communications	52
Comité mixte de la Bibliothèque du Parlement	54
Comité mixte d'examen de la réglementation	56
Comité spécial sur l'antiterrorisme	58

Partie III – Dépenses des comités

Rapport détaillé sur les dépenses des comités	60
Rapport des budgets et dépenses des comités	61
Ventilation des dépenses des témoins	64

Partie I – Renseignements généraux

Aperçu des dépenses et des activités

Dépenses de fonctionnement

Durant l'exercice 2011-2012, la Direction a offert son soutien à 20 comités permanents, spéciaux et mixtes (ainsi qu'à un sous-comité)*.

Direction des comités	
(32 années-personnes en 2011-2012)	
Dépenses de fonctionnement	
Direction :	2 289 433 \$
Comités :	486 556 \$
Témoins :	249 807 \$
Autres :	107 138 \$

Activités des comités

Au Sénat, la majeure partie du travail s'accomplit au sein des comités. En moyenne, ceux-ci étudient une cinquantaine de projets de loi et entreprennent une cinquantaine d'études spéciales par année. Chaque comité a son propre mandat et son propre champ d'études. Certains n'étudient que rarement des projets de loi tandis que d'autres s'y consacrent presque exclusivement. Le Sénat compte actuellement 19 comités permanents. Leur taille, leur champ d'études général et le nombre de membres requis pour le quorum sont précisés au paragraphe 86(1) du *Règlement du Sénat*.

* Toutes les données contenues dans ce rapport proviennent des *Journaux du Sénat*, des procès-verbaux des comités sénatoriaux et des dossiers de la Direction des finances du Sénat.

Activités des comités

Le tableau suivant compare les activités de tous les comités sénatoriaux par exercice depuis 2007-2008.

Indicateurs	2011-2012	2010-2011	2009-2010	2008-2009	2007-2008	Moyenne sur 5 ans
Réunions	401	591	514	361	444	462,2
Rapports	80	125	131	117	151	120,8
Heures en comité	702,4	1 060,2	867,1	643,2	775,3	809,6
Témoins	1 334	1 887	1 424	1 112	1 381	1 427,6
Projets de loi	21	58	51	43	66	47,8
Nombre d'heures en missions d'étude	161	275,8	439,6	160,9	283,4	264,1
Études préalables ou étude du sujet des projets de loi	2	1	3	1	3	2,0
Études spéciales entreprises	41	54	63	61	64	56,6
Déplacements	8	18	20	14	15	15,0

Le tableau suivant porte sur les ordres de renvoi que les comités sénatoriaux ont reçus au cours de l'exercice 2011-2012.

Ordres de renvoi	Nombre de réunions	% du total des réunions	Nombre d'heures	% du total des heures
Projets de loi et sujet des projets de loi	57	14,2	149,6	21,3
Études spéciales	293	73,1	498,5	71,0
Comités perm. (Conflits d'int., Régie int., Bibliothèque, Règlement, Sélection, Examen de la réglementation)	51	12,7	54,3	7,7
Total	401	100	702,4	100

Projets de loi

Le tableau suivant compare le nombre de projets de loi renvoyés à des comités sénatoriaux au cours de chaque exercice depuis 2006-2007.

Exercices	Projets de loi	Nombre total de réunions	Nombre total d'heures	Nombre total de témoins
2011-2012	21	56	146,3	403
2010-2011	58	140	271,5	689
2009-2010	51	86	165,1	398
2008-2009	43	85	159,0	338
2007-2008	66	121	203,2	429
Moyenne sur 5 ans	47,8	97,6	189,0	451,4

Études spéciales

Le tableau suivant compare le nombre d'études spéciales entreprises par des comités sénatoriaux au cours de chaque exercice depuis 2007-2008.

Exercices	Études spéciales	Nombre total de réunions	Nombre total d'heures	Nombre total de témoins	Nombre d'heures en missions d'étude
2011-2012	41	293	498,5	923	124,0
2010-2011	54	387	715,8	1 136	275,8
2009-2010	63	362	622,4	984	439,6
2008-2009	61	228	429,4	670	160,9
2007-2008	64	271	509,3	911	283,1
Moyenne sur 5 ans	56,6	308,2	555,1	924,8	256,7

Consultations

Chaque année, les comités se déplacent pour recueillir des témoignages aux niveaux local et régional. Ils tiennent des réunions publiques officielles un peu partout au Canada et font également des missions d'étude à caractère moins officiel au Canada et à l'étranger. Ces voyages permettent aux sénateurs de se familiariser avec les sujets qu'ils étudient et d'obtenir des témoignages et de l'information impossibles à obtenir en demeurant à Ottawa.

Quand les comités se rendent à l'étranger pour se documenter, ils sont alors en « mission d'étude », ce qui veut dire que leurs délibérations ne sont pas considérées comme officielles et qu'aucune transcription de celles-ci n'est publiée. Cependant, l'information recueillie demeure précieuse pour les comités et peut servir à la rédaction de leurs rapports.

Affaires étrangères et commerce international (étude sur les faits nouveaux en matière de politique et d'économie au Brésil et les répercussions sur les politiques et intérêts du Canada dans la région)

Mission d'étude :

- Brasilia, São Paulo et Rio de Janeiro (27 novembre au 3 décembre 2011)

Agriculture et forêts (étude sur les efforts de recherche et d'innovation dans le secteur agricole)

Missions d'étude :

- Saint-Hyacinthe, Saint-Étienne-des-Grès et Québec (Québec) (7-9 mars 2012)
- Washington, D.C. (18-21 mars 2012)

Énergie, environnement et ressources naturelles (étude sur de nouvelles questions concernant son mandat)

Audiences publiques et missions d'étude :

- Vancouver (Colombie-Britannique), Edmonton et Calgary (Alberta) (28 novembre au 2 décembre 2011)
- Regina (Saskatchewan) et Winnipeg (Manitoba) (6-9 décembre 2011)

Pêches et océans (étude de la gestion de la population de phoques gris au large de la côte Est du Canada)

Audiences publiques :

- Halifax (Nouvelle-Écosse) (29 mars 2012)

Sécurité nationale et défense (Sous-comité des anciens combattants - étude sur les services et les prestations dispensés aux anciens combattants et à leurs familles)

Mission d'étude :

- Charlottetown (Î.-P.-É.) (5 mars 2012)

Transports et communications (étude sur les nouveaux enjeux du secteur canadien du transport aérien)

Mission d'étude :

- Montréal (Québec) (6 février 2012)

Internet parlementaire

La Direction des comités réévalue régulièrement sa présence sur le site Web du Parlement (www.parl.gc.ca) pour s'assurer que ce site est convivial et contient de l'information utile. Nous aimons ce mode de communication qui permet d'accroître la visibilité des comités sénatoriaux. En 2011-2012, on a beaucoup amélioré les sites Web des comités : mise à jour de leur contenu, modernisation de leur image et amélioration de leurs fonctionnalités.

Tous les rapports des comités, les communiqués et les documents pertinents de la Direction sont convertis en format HTML ou PDF, ou dans les deux formats et sont diffusés sur Internet. L'information sur les comités sénatoriaux (date, heure et lieu des réunions, témoins, fréquences radio, télédiffusion ou enregistrement vidéo aux fins de diffusion par la CPAC) est mise à jour de façon régulière. Les documents essentiels de la Direction, comme le *Rapport annuel*, l'*Introduction aux comités sénatoriaux*, les *FAQ* et le *Guide pour participer à une étude pour un comité du Sénat*, sont également accessibles en ligne.

Rapports sur les études spéciales : une contribution à l'élaboration des politiques de l'État

Voici la liste des principaux rapports de 2011-2012, par comité. On trouvera dans les pages qui suivent un résumé de chaque rapport.

Affaires sociales, sciences et technologie

- *Ouvrir la porte : Surmonter les obstacles aux études postsecondaires au Canada* (décembre 2011)
- *Un changement transformateur s'impose : Un examen de l'Accord sur la santé de 2004* (mars 2012)

Agriculture et forêts

- *Le secteur forestier canadien : Un avenir fondé sur l'innovation* (juillet 2011)

Conflits d'intérêts des sénateurs

- Rapport sur le *Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs (modifié)* (mars 2012)

Droits de la personne

- *Exploitation sexuelle des enfants au Canada : une action nationale s'impose* (novembre 2011)

Langues officielles

- *L'épanouissement des communautés anglophones du Québec : Du mythe à la réalité* (octobre 2011)
- *Les obligations d'Air Canada en vertu de la Loi sur les langues officielles : vers l'égalité réelle* (mars 2012)

Pêches et océans

- *Pleins feux sur les phares gardés de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve-et-Labrador : Un rapport du comité* (octobre 2011)
- Rapport sur *la mise en œuvre de la Loi sur la protection des phares patrimoniaux* (octobre 2011)

Peuples autochtones

- *La réforme de l'éducation chez les Premières nations : de la crise à l'espoir* (décembre 2011)

Sécurité nationale et défense

- *Répondre à l'appel : Le rôle de la Première réserve du Canada dans l'avenir* (décembre 2011)

Faits saillants des rapports sur les études spéciales

Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

Ouvrir la porte : Surmonter les obstacles aux études postsecondaires au Canada

(Sixième rapport [final] déposé auprès du greffier du Sénat le 22 décembre 2011;
document parlementaire n° 1/41-656S)

En juin 2009, le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie a été autorisé à « étudier la question de l'accessibilité à l'éducation postsecondaire au Canada ». L'étude devait identifier les obstacles actuels, revoir les mécanismes de financement dont disposent les étudiants et ceux qui s'appliquent à la recherche et au développement scientifiques dans les établissements d'enseignement postsecondaire et à la commercialisation des fruits de cette recherche. L'étude devait aussi revoir le mécanisme de transfert fédéral-provincial pour l'éducation postsecondaire. Cet ordre de renvoi a été renouvelé en juin 2011. Le comité a tenu 19 réunions, entendu 70 témoins et reçu de nombreux mémoires traitant de tous ces aspects, y compris des obstacles non financiers auxquels les personnes qui voudraient étudier sont confrontées. En plus de recommandations particulières concernant les programmes et les transferts fédéraux, le comité a également recommandé que le gouvernement fédéral, de concert avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), mette au point une stratégie pancanadienne de l'éducation postsecondaire; favorise un mécanisme uniformisé de collecte de données; soutienne l'apprentissage en ligne; crée un processus national de reconnaissance des acquis et des compétences entre les collèges et les universités et d'une province à l'autre; et crée un transfert canadien indépendant en matière d'éducation et de formation postsecondaires.

Un changement transformateur s'impose : Un examen de l'Accord sur la santé de 2004

(Septième rapport [final] déposé auprès du greffier du Sénat le 27 mars 2012;
document parlementaire n° 1/41-776S)

Le rapport *Un changement transformateur s'impose : Un examen de l'Accord sur la santé de 2004* expose les constatations du comité au terme de l'examen parlementaire du Plan décennal pour consolider les soins de santé (le Plan décennal), un accord conclu par les premiers ministres le 16 septembre 2004 qui met l'accent sur la collaboration fédérale-provinciale-territoriale dans le domaine de la réforme des soins de santé. L'examen du comité couvre aussi le communiqué *Améliorer l'état de santé des Autochtones* publié par les premiers ministres et les dirigeants des organisations autochtones nationales le 14 septembre 2004. Le présent rapport expose les constatations du comité concernant les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan décennal et du communiqué *Améliorer l'état de santé des Autochtones*. Il est fondé sur les témoignages recueillis dans le cadre de 13 audiences et d'une table ronde ainsi que sur de nombreux mémoires remis par des organisations et des particuliers intéressés. Se fondant sur ces constatations, le comité a formulé 46 recommandations couvrant un large éventail d'enjeux : la réduction des temps d'attente et l'amélioration de l'accès; les plans d'action concernant les ressources humaines stratégiques en santé; les soins à domicile; la réforme des soins de santé primaires, notamment des dossiers médicaux électroniques et de la télésanté; l'accès aux soins dans le Nord; la Stratégie nationale relative aux produits pharmaceutiques; la prévention et la promotion de la santé publique; la recherche et l'innovation dans le domaine de la santé; la reddition de comptes et les rapports aux citoyens; et l'évitement et la résolution des différends.

Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts

Le secteur forestier canadien : Un avenir fondé sur l'innovation

(Deuxième rapport [final] déposé auprès du greffier du Sénat le 5 juillet 2011;
document parlementaire n° 1/41-205S)

La crise récente du secteur forestier au Canada a eu des répercussions économiques, sociales et écologiques considérables. Le déclin de la demande de produits forestiers canadiens a entraîné des fermetures d'usines et des mises à pied massives. De 2000 à 2008, les emplois directs dans l'industrie forestière ont décliné de 37 %, ce qui correspond à une perte de quelque 100 000 emplois directs. Au point de vue écologique, la pression à la baisse sur les prix et les marges bénéficiaires médiocres qui en ont résulté ont eu des répercussions sur les activités de gestion forestière.

Devant cette pénible situation, le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts a entrepris au printemps 2009 une étude en profondeur du secteur forestier canadien. Le rapport final est basé sur les audiences publiques et les missions du comité entre avril 2009 et décembre 2010.

Le rapport final comporte deux parties et 18 recommandations. La première partie analyse les causes et les effets de la crise du secteur au Canada, en prenant en considération le rôle économique, social et écologique des forêts. On y décrit également l'évolution historique des rôles et des responsabilités du gouvernement fédéral dans le secteur forestier. La deuxième partie du rapport est axée sur les solutions aux problèmes décrits dans la première partie.

Comité sénatorial permanent des droits de la personne

Exploitation sexuelle des enfants au Canada : une action nationale s'impose

(Troisième rapport [final] déposé auprès du greffier du Sénat le 23 novembre 2011;
document parlementaire n° 1/41-597S)

L'exploitation des enfants par la prostitution, la pornographie juvénile, le leurre d'enfants par Internet et toute atteinte sexuelle commis à l'endroit des enfants sont autant de formes d'exploitation sexuelle. Le fil directeur qui les relie est la violation de la dignité humaine fondamentale d'un enfant pour la gratification sexuelle d'un adulte. Qu'on les appelle prédateurs sexuels, contrevenants sexuels ou violeurs d'enfants, ces adultes profitent des membres les plus vulnérables de la société canadienne, les enfants; ils abusent de la confiance qu'ils ont envers les adultes, lesquels sont censés les protéger et les aider à déterminer ce qui sert leurs intérêts fondamentaux.

Le Comité sénatorial permanent des droits de la personne a entrepris l'étude de « la question de l'exploitation sexuelle des enfants au Canada, en particulier dans le but de comprendre l'ampleur et la prévalence du problème de l'exploitation sexuelle des enfants dans notre pays et dans les communautés particulièrement touchées ». Dans son rapport *Les enfants : des citoyens sans voix – Mise en œuvre efficace des obligations internationales du Canada relatives aux droits des enfants*, publié en 2007, le comité avait signalé que le gouvernement du Canada devait réagir de toute urgence à l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.

Au cours de la présente étude, le comité a appris que l'exploitation sexuelle des enfants atteint un taux alarmant et qu'il faut en faire davantage pour fournir aux enfants victimes d'exploitation l'aide dont ils ont besoin. Le comité a reçu les témoignages de Canadiens qui s'emploient à réduire l'incidence du problème et qui viennent en aide aux enfants victimes d'exploitation sexuelle. Selon les témoignages et éléments probants présentés, il a formulé huit recommandations concernant la recherche, les communautés autochtones, le système de justice pénale, le soutien aux victimes et la prévention. Le comité a également renouvelé sa recommandation portant sur la création d'un poste de commissaire national aux enfants, qui apparaissait dans ses rapports antérieurs sur les enfants.

Comité permanent des langues officielles

L'épanouissement des communautés anglophones du Québec : Du mythe à la réalité

(Deuxième rapport [provisoire] déposé auprès du greffier du Sénat le 6 octobre 2011;
document parlementaire n° 1/41-477S)

Le comité a publié de nouveau le rapport intitulé *L'épanouissement des communautés anglophones du Québec : Du mythe à la réalité* en octobre 2011 en vue de demander une réponse du gouvernement à ses recommandations.

Les obligations d'Air Canada en vertu de la Loi sur les langues officielles : vers l'égalité réelle

(Troisième rapport [final] déposé auprès du greffier du Sénat le 13 mars 2012;
document parlementaire n° 1/41-754S)

Le rapport du comité s'appuie sur le rapport de la vérification sur la prestation des services bilingues aux passagers d'Air Canada, publié par le Commissariat aux langues officielles en septembre 2011 ainsi que sur les témoignages que le comité a entendus au cours d'audiences publiques qui ont eu lieu à l'automne 2011. C'est la deuxième fois que le comité sénatorial se penche sur les obligations de la société, seul transporteur canadien assujéti à la *Loi sur les langues officielles*. Année après année, Air Canada est l'une des trois institutions qui font régulièrement l'objet de plaintes auprès du Commissariat aux langues officielles, un problème qui persiste depuis plus de 40 ans. Dans le rapport, le comité formule six recommandations demandant que la société Air Canada prenne les mesures nécessaires pour fournir un service de qualité égale dans les deux langues officielles.

Comité sénatorial permanent des pêches et des océans

Pleins feux sur les phares gardés de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve-et-Labrador : Un rapport du comité

(Deuxième rapport [final] déposé auprès du greffier du Sénat le 6 octobre 2011;
document parlementaire n° 1/41-475S)

Le comité a publié de nouveau le rapport intitulé *Pleins feux sur les phares gardés de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve-et-Labrador : Un rapport du comité* en octobre 2011 en vue de demander une réponse du gouvernement à ses recommandations.

Pleins feux sur les phares gardés de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve-et-Labrador : Un rapport du comité

(Troisième rapport [provisoire] déposé auprès du greffier du Sénat le 6 octobre 2011;
document parlementaire n° 1/41-476S)

Le comité a publié une nouvelle fois le document *Pleins feux sur les phares gardés de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve-et-Labrador : Un rapport du comité* en octobre 2011 en vue de demander une réponse du gouvernement à ses recommandations.

Comité sénatorial permanent des peuples autochtones

La réforme de l'éducation chez les Premières nations : de la crise à l'espoir

(Troisième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 7 décembre 2011;
document parlementaire n° 1/41- 619S)

En décembre 2011, le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones a publié un rapport examinant diverses stratégies de réforme de l'éducation des Premières nations sur les réserves. Le

rapport du Comité intitulé *La réforme de l'éducation chez les Premières nations : de la crise à l'espoir* constate que les écoles sur les réserves des Premières nations sont un assemblage hétéroclite d'établissements gérés et financés de manière individuelle qui laissent tomber les enfants des Premières nations. Le rapport relève que les écoles des Premières nations dans les réserves font pratiquement cavalier seul et fonctionnent sans l'aide essentielle à l'éducation que pourraient leur procurer des conseils scolaires ou des ministères de l'Éducation. Concrètement, cela signifie que les aptitudes à l'apprentissage des enfants ne sont pas évaluées de manière adéquate, que les écoles ne disposent pas d'installations d'enseignement appropriées, que les enseignants qualifiés sont moins bien payés et ne peuvent être maintenus en poste et que les élèves des Premières nations continuent de prendre du retard.

Le rapport demande la mise en place d'une loi sur l'éducation des Premières nations afin de permettre l'établissement et la reconnaissance juridique d'autorités autochtones de l'éducation capables d'abord et avant tout de rendre des comptes aux parents et aux membres de la collectivité ainsi que de conclure des ententes contractuelles avec les réseaux scolaires provinciaux et territoriaux pour les services pédagogiques essentiels. En plus de changements structurels, le rapport appelle aussi à une réforme du financement de l'éducation des Premières nations. Un financement prescrit par la loi et basé sur les principaux inducteurs de coûts est nécessaire pour remplacer le régime actuel de contributions annuelles que les Premières nations reçoivent de la part du ministère des Affaires autochtones et du Développement du Nord du Canada. La formule actuelle, qui a été mise à jour pour la dernière fois en 1996, ne prévoit pas de fonds pour les bibliothèques, les laboratoires d'informatique ou de technologie, les installations sportives et les coûts d'immobilisations. Le résultat est que les Premières nations contractent des dettes importantes ou ne peuvent fournir les services éducatifs de base qu'on tient pour acquis ailleurs.

Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense

Répondre à l'appel : Le rôle de la Première réserve du Canada dans l'avenir
(Quatrième rapport [provisoire] déposé auprès du greffier du Sénat le 15 décembre 2011;
document parlementaire n° 1/41-647S)

Le comité a déposé en décembre 2011 un rapport intitulé *Répondre à l'appel : Le rôle de la Première réserve du Canada dans l'avenir*. Le comité estime donc que le moment de la publication du rapport est opportun. Selon le rapport, la Première réserve est indispensable pour les opérations des Forces canadiennes, au sein des missions à l'étranger et ici même.

Dans le rapport, le comité recommande de préserver la viabilité et l'efficacité à long terme de la Réserve, dont celles-ci :

- accroître la taille et l'effectif de la Première réserve;
- hausser le nombre de jours d'instruction pour la Réserve;
- offrir à la Réserve une rémunération stable, prévisible, non discrétionnaire et protégée provenant de sa propre enveloppe budgétaire;
- maintenir un petit groupe de réservistes possédant le même niveau d'entraînement que les membres de la Force régulière, pour un déploiement plus rapide, et affecter certains membres de la Première réserve à des rôles plus spécialisés, telle la cyberdéfense; et
- continuer les démarches en vue d'informer les anciens combattants réservistes des services et avantages en matière de soins de santé auxquels ils ont droit.

Partie II – Profils des comités 2011-2012

Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international

A. Renseignements généraux

Dans le cadre de son étude sur l'émergence du Brésil dans l'économie mondiale et les répercussions sur les politiques canadiennes, le Comité des affaires étrangères et du commerce international a tenu des audiences intensives à Ottawa en octobre et novembre 2011. Le comité s'est rendu au Brésil pour une mission d'étude du 25 novembre au 3 décembre 2011 dans le cadre de cette même étude. Le comité travaille toujours à l'élaboration de son rapport.

En février et mars 2012 le comité s'est penché sur deux études d'importance, soit la politique étrangère canadienne relative à l'Iran, ses implications et d'autres questions connexes, et la création d'une « charte du Commonwealth » tel que convenu par les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth à la réunion tenue à Perth, en Australie, en octobre 2011, ainsi que les implications de cette charte pour le Canada. Le comité a tenu des audiences intensives à Ottawa sur ces deux sujets. Le rapport sur l'étude sur la création d'une charte du Commonwealth a été déposé le 3 avril 2012.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-16	–	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Étude sur le Brésil	2011-10-27	–	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	23	30,9	66,0	57	2
2010-2011	31	44,5	37,8	59	8
2009-2010	30	33,8	84,0	62	7
2008-2009	19	30,1	–	41	7
2007-2008	26	35,3	–	66	10

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	177 500 \$
Dépenses des témoins	<u>13 665 \$</u>
TOTAL	191 165 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Présidente

L'honorable sénatrice Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Percy E. Downe (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, *Cowan (ou Tardif), De Bané, C.P., Downe, Finley, Fortin-Duplessis, Johnson, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Mahovlich, Nolin, Robichaud, C.P., Segal, Smith, C.P. (Cobourg) et Wallin

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Buth, Comeau, Dawson, Doyle, Duffy, Eaton, Jaffer, Martin, Mockler, Patterson, Plett, Poirier, Raine, Rivard, Smith (Saurel), Stewart Olsen, Stratton, St. Germain, C.P., et Tkachuk

Greffière du comité

Line Gravel

Recherche et soutien administratif

Natalie Mychajlyszyn et Brian Hermon (Bibliothèque du Parlement)

Louise Pronovost (adjointe administrative)

Comité des affaires juridiques et constitutionnelles

A. **Renseignements généraux**

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a été et est encore l'un des comités les plus occupés du Sénat. Le travail du comité consiste en grande partie à étudier des projets de loi, mais il entreprend parfois des études approfondies spéciales sur des questions qui relèvent de son mandat.

Lors du dernier exercice, le Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a examiné les projets de loi suivants :

- Projet de loi C-19, Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur les armes à feu (abolition du registre des armes d'épaule)
- Projet de loi C-10, Loi édictant la Loi sur la justice pour les victimes d'actes de terrorisme et modifiant le Code criminel et d'autres lois (Loi sur la sécurité des rues et des communautés)
- Projet de loi C-20, Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867, la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales et la Loi électorale du Canada
- Projet de loi S-1002, Loi autorisant l'Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'Assurances Générales, à demander sa prorogation en tant que personne morale régie par les lois de la province de Québec
- Projet de loi C-16, Loi modifiant la Loi sur la défense nationale (inamovibilité des juges militaires)
- Projet de loi S-3, Loi n° 3 visant à harmoniser le droit fédéral avec le droit civil du Québec et modifiant certaines lois pour que chaque version linguistique tienne compte du droit civil et de la common law
- Projet de loi C-2, Loi modifiant le Code criminel (mégaprocès)
- Projet de loi S-1001, Loi concernant l'Université Queen's à Kingston

Durant l'exercice, le comité a également terminé l'étude d'une proposition de la Commission nationale des libérations conditionnelles concernant les frais d'utilisation. En vertu de la *Loi sur les frais d'utilisation*, on demandait l'approbation du comité sur la proposition de hausser de 135 \$ à 631 \$ la part des frais d'utilisation exigés qui revient à la Commission nationale des libérations conditionnelles. Le comité a remis au Sénat un rapport avec leur recommandation que le Sénat approuve la proposition d'augmentation des frais d'utilisation auquel étaient annexées certaines observations. Il a également entrepris une étude spéciale sur les dispositions et le fonctionnement de la *Loi modifiant le Code criminel (communication de dossiers dans les cas d'infraction d'ordre sexuel)* mais n'a pas terminé son examen avant la fin de l'exercice.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-16	–	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Projet de loi C-2, Loi modifiant le Code criminel [mégaprocès]	2011-06-23	18	Projet de loi adopté sans amendement
Troisième	Projet de loi S-1001, Loi concernant l'Université Queen's à Kingston	2011-06-23	2	Projet de loi adopté sans amendement
Quatrième	Projet de loi S-3, Loi n° 3 visant à harmoniser le droit fédéral avec le droit civil	2011-11-03	1	Projet de loi adopté sans amendement
Cinquième	Proposition de la Commission nationale des libérations conditionnelles concernant les frais d'utilisation	2011-11-03	12	Rapport : <i>Proposition de la Commission nationale des libérations conditionnelles concernant les frais d'utilisation</i>
Sixième	Projet de loi C-16, Loi modifiant la Loi sur la défense nationale [inamovibilité des juges militaires]	2011-11-24	4	Projet de loi adopté sans amendement
Septième	Projet de loi S-1002, Loi autorisant l'Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'Assurances Générales, à demander sa prorogation en tant que personne morale régie par les lois de la province de Québec	2011-12-01	1	Projet de loi adopté sans amendement
Huitième	Projet de loi C-20, Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales	2011-12-15	16	Projet de loi adopté sans amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Neuvième	Projet de loi C-10, Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois	2012-02-28	123	Projet de loi adopté avec six amendements
Dixième	Projet de loi C-19, Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur les armes à feu [abolition du registre des armes d'épaule]	2012-03-29	32	Projet de loi adopté sans amendement

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	38	116,6	–	220	10
2010-2011	51	118,3	–	254	18
2009-2010	42	97,5	1,9	168	11
2008-2009	28	48,2	–	74	9
2007-2008	44	91,9	–	171	12

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	1 842 \$
Dépenses des témoins	<u>75 870 \$</u>
TOTAL	77 712 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur John D. Wallace (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Joan Fraser (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Angus, Baker, C.P., Boisvenu, Chaput, *Cowan (ou Tardif), Fraser, Frum, Joyal, C.P., Lang, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Meredith, Runciman, Wallace et Watt

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Banks, Brown, Cowan, Dagenais, Dawson, Hervieux-Payette, C.P., Jaffer, MacDonald, Mercer, Meredith, Munson, Murray, C.P., Neufeld, Nancy Ruth, Poirier, Raine, Stratton, Unger et White

Greffière du comité

Shaila Anwar

Recherche et soutien administratif

Robin Mackay, Erin Shaw et Julia Nicol (Bibliothèque du Parlement)

Tracy Amendola (adjoïnte administrative)

Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

A. Renseignements généraux

Au cours de la 1^{re} session de la 41^e législature, le comité a terminé son étude sur l'accessibilité à l'enseignement postsecondaire au Canada et a déposé le rapport final en décembre 2011. De plus, il a terminé son étude des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan décennal pour consolider les soins de santé de 2004. Le comité a entendu 67 témoins à l'automne. Il a déposé son rapport final, *Un changement transformateur s'impose : Un examen de l'Accord sur la santé de 2004* à la fin de mars 2012. Le comité a repris son étude de l'inclusion et de la cohésion sociales au Canada. Les témoins ont comparu en février et mars 2012. En mars 2012, il a entrepris son étude des produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada.

Le comité a aussi étudié les projets de loi suivants durant l'exercice 2011-2012 :

- Projet de loi S-201, Loi instituant la Journée nationale de la philanthropie
- Projet de loi S-206, Loi instituant la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-16	–	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan décennal pour consolider les soins de santé de 2004	2011-11-17	–	Budget
Troisième	Accès aux études postsecondaires au Canada	2011-11-17	–	Budget
Quatrième	Projet de loi S-206, Loi instituant la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme	2011-11-24	1	Projet de loi adopté sans amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	Projet de loi S-201, Loi instituant la Journée nationale de la philanthropie	2011-12-01	1	Projet de loi adopté sans amendement
Sixième	Accès aux études postsecondaires au Canada	2011-12-22	–	Rapport final : <i>Ouvrir la porte : Surmonter les obstacles aux études postsecondaires au Canada</i>
Septième	Progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan décennal pour consolider les soins de santé de 2004	2012-03-27	67	Rapport final : <i>Un changement transformateur s'impose : Un examen de l'Accord sur la santé de 2004</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	32	53,4	–	104	7
2010-2011	54	104,5	1,4	251	16
2009-2010	27	44,5	–	89	13
2008-2009	9	8,9	–	15	10
2007-2008	27	47,5	–	102	16

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	14 759 \$
Dépenses des témoins	<u>13 893 \$</u>
TOTAL	28 652 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Kelvin K. Ogilvie (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Art Eggleton, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Braley, Callbeck, Champagne, C.P., Cordy, *Cowan (or Tardif), Demers, Dyck, Eggleton, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Marshall, Martin, Merchant, Ogilvie et Seidman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Campbell, Comeau, Eaton, Housakos, Hubley, Meighen, Mercer, Neufeld, Peterson, Plett, Raine, Rivard, Seth, Verner, C.P., et Zimmer

Greffière du comité

Jessica Richardson

Recherche et soutien administratif

Karen Phillips et Michel-Ange Pantal (Bibliothèque du Parlement)

Diane McMartin

Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts

A. Renseignements généraux

Durant le dernier exercice, le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts a soumis au Sénat deux rapports de fond. Le premier rapport de fond intitulé *Le secteur forestier canadien : Un avenir fondé sur l'innovation*, est basé sur les audiences publiques et les missions d'étude du Comité portant sur la crise du secteur forestier au Canada et tenues entre avril 2009 et décembre 2010.

Le deuxième rapport de fond concernait le projet de loi C-18, lié à la réorganisation de la Commission canadienne du blé.

Le comité a également entrepris le travail entourant un autre ordre de renvoi sur les efforts de recherche et d'innovation dans le secteur agricole. Le comité a tenu de nombreuses audiences publiques à Ottawa à ce sujet ainsi que deux missions d'étude en mars 2012. Dans le cadre de la première mission, le comité s'est rendu à Saint-Hyacinthe, Saint-Étienne-des-Grès et Québec tandis que la deuxième l'a conduit à Washington D.C.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-15	–	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Étude du secteur forestier	2011-07-05	135	Rapport final intitulé <i>Le secteur forestier canadien : Un avenir fondé sur l'innovation</i>
Troisième	Efforts de recherche et d'innovation dans le secteur agricole	2011-11-01	–	Budget
Quatrième	Projet de loi C-18 (Loi réorganisant la Commission canadienne du blé et apportant des modifications corrélatives et connexes à certaines lois)	2011-12-12	43	Projet de loi adopté sans amendement
Cinquième	Efforts de recherche et d'innovation dans le secteur agricole	2012-02-16	–	Budget

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunions	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	29	54,7	23,0	102	5
2010-2011	37	62,8	57,0	89	1
2009-2010	34	56,6	17,0	83	8
2008-2009	19	28,1	–	38	5
2007-2008	38	73,8	–	172	6

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires :	52 122 \$
Dépenses des témoins :	<u>58 647 \$</u>
TOTAL	110 769 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Percy Mockler (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Fernand Robichaud, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Callbeck, *Cowan (ou Tardif), Duffy, Eaton, Fairbairn, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Mahovlich, Mercer, Mockler, Ogilvie, Plett, Rivard, Robichaud, C.P. et Segal

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Buth, Campbell, Champagne, C.P., Chaput, Cordy, Demers, Finley, Frum, Hubley, Maltais, Manning, Meighen, Merchant, Munson, Nolin, Peterson, Smith (Saurel), Stewart Olsen, Stratton et Tkachuk

Greffier du comité

Kevin Pittman

Recherche et soutien administratif

Mathieu Frigon et Sarah Jane Fraser (Bibliothèque du Parlement)

Louise Archambault (adjoind administrative)

Comité sénatorial permanent des banques et du commerce

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2011-2012, le comité a étudié un projet de loi et a mené deux études.

Dans le cadre de son étude générale sur la situation actuelle du régime financier canadien et international, le comité s'est penché sur le financement de la croissance des PME. Pour l'aider dans son étude, il a convoqué plusieurs témoins issus du monde des affaires et de la finance ainsi que du milieu universitaire. Le comité n'avait pas déposé de rapport avant la fin de l'exercice. Le gouverneur de la Banque du Canada est venu témoigner à deux reprises tandis que la surintendante des institutions financières s'est présentée une fois pour discuter de questions relatives au mandat de leur organisation respective.

Par ailleurs, le comité a entrepris un examen de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, étude toujours en cours.

Le comité a en outre étudié le projet de loi S-5, Loi modifiant la législation régissant les institutions financières, qui a fait l'objet d'un rapport sans amendement, mais avec observations. Le projet de loi S-203, Loi visant à moderniser la composition des conseils d'administration, a été renvoyé au comité, mais celui-ci n'a pas tenu d'audiences au cours de l'exercice.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-16	–	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Projet de loi S-5, Loi sur la révision du système financier	2011-12-15	26	Projet de loi adopté sans amendement mais avec des observations

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	32	50,8	–	117	2
2010-2011	40	67,8	–	112	8
2009-2010	35	60,0	–	98	5
2008-2009	22	43,0	–	98	2
2007-2008	31	56,2	–	121	11

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	5 800 \$
Dépenses des témoins	<u>6 937 \$</u>
TOTAL	12 737 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Michael A. Meighen (conservateur) (jusqu'au 6 février 2012)
L'honorable sénateur Irving R. Gerstein (conservateur) (depuis le 8 février 2012)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Céline Hervieux-Payette, C.P. (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs *Cowan (ou Tardif), Gerstein, Greene, Harb, Hervieux-Payette, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Massicotte, Meighen, Moore, Oliver, Ringuette, Smith (Saurel), Stewart Olsen et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Atallahjan, Campbell, Cochrane, Day, Di Nino, Eaton, Housakos, Losier-Cool, Macdonald, Maltais, Mockler, Raine, Rivard et St. Germain, C.P.

Greffier du comité

Adam Thompson

Recherche et soutien administratif

John Bulmer et Adriane Yong (Bibliothèque du Parlement)
Lori Meldrum (adjointe administrative)

Comité permanent sur les conflits d'intérêts des sénateurs

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent sur les conflits d'intérêts des sénateurs a été créé en vertu du *Règlement du Sénat* pour se charger de toutes les questions ayant trait au *Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs*, adopté en 2005, et pour orienter de façon générale le conseiller sénatorial en éthique. Le Sénat a adopté une nouvelle version du *Code* en mai 2008. Le 29 mars 2012, le comité a présenté au Sénat un rapport proposant d'apporter six modifications au *Code*. Les responsabilités du comité sont expliquées en détail dans le *Code*.

La composition du comité est établie selon un processus qui diffère de celui de la plupart des autres comités. Le *Code* prévoit ainsi que deux membres sont élus par scrutin secret par le caucus du gouvernement et deux autres par le caucus de l'opposition; le cinquième membre est élu par ces quatre membres. Le président du comité est élu par au moins quatre de ses membres.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-10-20	–	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Conformément à l'alinéa 86(1) <i>r</i>) du <i>Règlement</i>	2011-11-03	–	Budget
Troisième	Étude de questions relatives au <i>Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs</i>	2012-03-12	2	Rapport sur le <i>Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs</i> (modifié)

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	9	9,5	2	3
2010-2011	1	0,3	–	2
2009-2010	6	7,4	1	2
2008-2009	9	9,2	–	2
2007-2008	7	7,4	–	2

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>Néant</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Terry Stratton (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P. (libéral)

Membres du comité (composition adoptée par motion du Sénat)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Angus, Cordy, Joyal, C.P., et Stratton

Greffière du comité

Catherine Piccinin

Recherche et soutien administratif

Michel Bédard (Bibliothèque du Parlement)

Debbie Larocque (adjoindte administrative)

Le Comité sénatorial permanent des droits de la personne

A. Renseignements généraux

Le Comité sénatorial permanent des droits de la personne a entrepris la présente session en demandant au Sénat le renouvellement de ses ordres de renvoi datant d'avant la dissolution de la 40^e législature. Il a demandé l'autorisation de poursuivre ses études sur l'exploitation sexuelle des enfants, les pratiques d'embauche et de promotion de la fonction publique fédérale en ce qui concerne les groupes visés par l'équité en emploi et les mécanismes du gouvernement pour que le Canada respecte ses obligations nationales et internationales en matière de droits de la personne. Il a également reçu la permission de faire un suivi de ses rapports de législatures précédentes concernant les enfants et les biens matrimoniaux situés dans les réserves.

Lorsque le Sénat a recommencé à siéger, à l'automne, le comité a complété ses travaux portant sur l'exploitation sexuelle des enfants et a déposé le 23 novembre 2011 son rapport intitulé *L'exploitation sexuelle des enfants au Canada : une action nationale s'impose*. Dans ce rapport, le comité a déclaré que « [l]a violence et l'exploitation sexuelles juvéniles minent la confiance et la sécurité des enfants et les privent de leur droit à devenir des adultes sains. » Il reconnaît également que ce problème social est complexe et « dépasse les sphères de compétence, les questions relatives aux sexes et les frontières culturelles ». Pour lutter contre ce fléau social, le comité a présenté huit recommandations. Le rapport a fait l'objet d'un débat et a été adopté le 1^{er} février 2012. Il a convenu, conformément à l'article 131[2] du *Règlement*, de demander une réponse au gouvernement.

Une fois le rapport déposé, le comité a repris une autre étude passée, qui touchait cette fois l'accès aux sports et aux activités récréatives pour les jeunes personnes handicapées. Il a conclu ses audiences publiques sur ce thème en entendant une dernière série de 12 témoins, dont l'ancien sénateur Vim Kochhar, qui avait lancé l'étude alors qu'il faisait partie du comité.

Le 1^{er} novembre, le comité a reçu le projet de loi S-2, *Loi concernant les foyers familiaux situés dans les réserves des premières nations et les droits ou intérêts matrimoniaux sur les constructions et terres situées dans ces réserves*, pour qu'il en fasse l'étude et soumette un rapport. Il a tenu 2 réunions et rencontré 21 témoins. Durant l'examen du projet de loi, le comité a recommandé deux modifications et a annexé certaines observations à son rapport; celles-ci concernaient la possibilité que des retards surviennent dans la création d'un centre d'excellence pour les collectivités des Premières nations. Le rapport a été présenté au Sénat le 29 novembre et adopté le lendemain. Après avoir terminé ses travaux sur le projet de loi S-2, le comité est retourné à son mandat de surveillance du respect des obligations de la fonction publique et du Canada dans le domaine des droits de la personne en vertu des traités et conventions internationaux dont il est signataire.

En 2010, le comité a déposé deux rapports concernant la mise en œuvre, par le Canada, de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et des résolutions qui lui ont succédé. À titre de suivi de ces rapports, le comité a invité des témoins pour faire le point sur l'évolution de la situation, tout en prévoyant recueillir de l'information supplémentaire plus tard durant l'exercice suivant. Il a également tenu des réunions en préparation du prochain examen périodique universel du Canada devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, qui est prévu pour 2013. Il a entendu des témoignages de fonctionnaires fédéraux et d'organisations non gouvernementales au sujet du processus en cours.

En dernier lieu, le comité a entrepris son étude sur la cyberintimidation des jeunes au Canada. Cet examen se poursuivra en 2012-2013.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-22	–	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Les obligations nationales et internationales du Canada en matière de droits de la personne	2011-11-11	–	Budget
Troisième	L'exploitation sexuelle des enfants au Canada	2011-11-23	48	Rapport final : <i>Exploitation sexuelle des enfants au Canada : une action nationale s'impose</i>
Quatrième	Projet de loi S-2, Loi concernant les foyers familiaux situés dans les réserves des premières nations et les droits ou intérêts matrimoniaux sur les constructions et terres situées dans ces réserves	2011-11-29	21	Projet de loi adopté avec deux amendements et des observations

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	12	30,5	–	56	4
2010-2011	22	46,4	–	100	6
2009-2010	20	47,1	–	120	5
2008-2009	14	33,1	–	78	8
2007-2008	16	28,7	25,6	63	10

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	7 799 \$
Dépenses des témoins	<u>13 831 \$</u>
TOTAL	21 630 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Présidente

L'honorable sénatrice Mobina Jaffer (libérale)

Vice-président

L'honorable sénateur Patrick Brazeau (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Ataullahjan, Baker, C.P., Brazeau, *Cowan (ou Tardif), Hubley, Jaffer, Kochhar, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Nancy Ruth et Zimmer

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Day, Dyck, Greene, Harb, Lovelace-Nicholas, Martin, Meredith, Nolin, Oliver, Plett, Seth, Wallace et White

Greffier du comité

Daniel Charbonneau

Recherche et soutien administratif

Julien Walker, Laura Barnett et Dominic Valiquette (Bibliothèque du Parlement)
Debbie Larocque (adjoindte administrative)

Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

A. Renseignements généraux

Le comité traite des questions concernant l'énergie, l'environnement et les ressources naturelles en général, y compris les mines et les ressources naturelles autres que les pêches et les forêts; les pipelines, les lignes de transmission et le transport de l'énergie; l'environnement; et toute autre question relative à l'énergie.

Le 16 juin 2011, le Sénat a de nouveau autorisé le comité à examiner l'état actuel et l'avenir du secteur de l'énergie au Canada (y compris les énergies de remplacement) et à en faire rapport. Le comité a donc poursuivi son étude en vue de faire des recommandations au sujet d'un cadre stratégique conçu pour assurer un avenir énergétique efficient et durable dans toutes les régions du Canada tout en respectant la sphère de compétence des provinces en matière d'énergie et d'environnement.

Le comité a reconnu que le fait de se rendre dans diverses régions du pays permettrait aux sénateurs de se faire une idée de la situation énergétique à l'échelle régionale et d'ajouter aux connaissances acquises tout au long des audiences tenues à Ottawa. Le comité a mené des missions d'étude et tenu des audiences publiques à Vancouver, Edmonton et Calgary (du 28 novembre au 2 décembre 2011), puis à Winnipeg et à Regina (du 6 au 9 décembre 2011). Plus tôt en 2011, il avait tenu des audiences publiques au Québec et dans les provinces de l'Atlantique.

En plus du site dédié à son étude, www.avenirenergiecanadienne.ca, le comité a continué d'utiliser le média social Twitter (@CSERN_DIT, mot-clic #ENEV) comme outil pour communiquer avec les Canadiens au sujet de l'avenir énergétique de notre pays.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-15	–	Dépenses de la session précédente
Deuxième	L'état actuel et futur du secteur de l'énergie du Canada (y compris les énergies de remplacement)	2011-10-27	–	Budget
Troisième	L'état actuel et futur du secteur de l'énergie du Canada (y compris les énergies de remplacement)	2012-03-29	–	Budget

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	36	79,2	26,5	115	3
2010-2011	49	114,1	28,4	159	9
2009-2010	34	62,9	25,0	85	12
2008-2009	22	44,6	36,0	71	10
2007-2008	30	46,0	–	48	9

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	165 436 \$
Dépenses des témoins	<u>11 821 \$</u>
TOTAL	177 257\$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur W. David Angus (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Grant Mitchell (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Angus, Banks, Brown, *Cowan (ou Tardif), Dickson, Johnson, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Massicotte, Mitchell, Neufeld, Peterson, Seidman, Sibbeston et Wallace

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Boisvenu, Chapat, Frum, Kenny, Lang, Mahovlich, Martin, Merchant, Nolin et Raine

Greffière du comité

Lynn Gordon

Recherche et soutien administratif

Marc LeBlanc et Sam Banks (Bibliothèque du Parlement)
Maritza Jean-Pierre (adjoindé administrative)

Comité sénatorial permanent des finances nationales

A. Renseignements généraux

Le comité a été créé en mai 1919 sous l'appellation de Comité des finances avant de devenir, en 1968, le Comité des finances nationales. Son champ de compétences s'étend sur les dépenses effectuées par le gouvernement. Comme il est énoncé dans le *Règlement du Sénat du Canada* [alinéa 86(1)g], le comité a le mandat d'examiner les questions ayant trait au budget fédéral en général, y compris :

- i. les comptes nationaux et le rapport du vérificateur général; et
- ii. les finances publiques.

Le comité consacre une grande partie de ses travaux à l'examen du budget des dépenses du gouvernement et des questions qui en découlent.

Étude du budget et des mesures législatives

Comme à l'habitude, le comité a consacré une grande partie de son attention au budget des dépenses, qui énonce le plan de dépenses du gouvernement. Le comité a tenu plusieurs réunions afin d'examiner divers aspects des prévisions de dépenses du gouvernement pour 2011-2012 et 2012-2013, y compris le *Budget supplémentaire des dépenses (A) 2011-2012*, le *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2011-2012* et le *Budget supplémentaire des dépenses (C) 2011-2012*. Au cours de ces examens, une vaste gamme de questions ont été soumises à l'attention du Sénat par le comité.

Le comité a entrepris un examen préliminaire du *Budget principal des dépenses de 2011-2012* en mars 2011, et il s'est penché sur une gamme de questions. Il a présenté un rapport provisoire au Sénat juste avant la dissolution de la 40^e législature. Dans le cadre de ses audiences sur le *Budget principal des dépenses de 2011-2012*, le comité s'est concentré sur une série de questions, notamment le financement et le fonctionnement des partenariats public-privé; du Bureau de l'ombudsman des anciens combattants; de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada; de la Défense nationale et du Bureau de l'ombudsman du ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes; et du Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement. Comme à son habitude, le comité a entendu la Commission de la fonction publique du Canada et la vérificatrice générale.

Le comité a entrepris un examen préliminaire du *Budget principal des dépenses de 2012-2013* en mars 2012. Il a examiné le financement et le fonctionnement des organisations suivantes : Patrimoine canadien; Service correctionnel du Canada; Ressources humaines et Développement des compétences Canada; Services partagés Canada; Ressources naturelles Canada; Service Canada; Travaux publics et Services gouvernementaux Canada; et Affaires indiennes et du Nord Canada. Un rapport provisoire a été déposé au Sénat en mars 2012.

Le comité a également fait rapport sur deux projets de loi :

- Projet de loi C-3, *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget de 2011 mis à jour le 6 juin 2011* – adopté sans modification; et
- Projet de loi C-13, *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget de 2011 mis à jour le 6 juin 2011 et mettant en œuvre d'autres mesures* – adopté sans modification.

Études spéciales

Le comité a entrepris une étude approfondie des raisons pouvant expliquer les inégalités entre les prix de certains articles vendus au Canada et aux États-Unis étant donné la valeur du dollar canadien et les

répercussions du magasinage transfrontalier sur l'économie canadienne. Le comité a entendu les témoignages d'un large éventail de parties intéressées, dont des représentants du gouvernement fédéral, de la Banque du Canada, d'associations de consommateurs, du secteur du commerce de détail, de fabricants, d'universités, de fournisseurs et de distributeurs.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-15	–	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Projet de loi C-3, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget	2011-06-22	24	Projet de loi adopté sans amendement
Troisième	Budget principal des dépenses 2011-2012	2011-06-23	6	Premier rapport provisoire sur le budget des dépenses
Quatrième	Étude sur les raisons pouvant expliquer les inégalités entre les prix de certains articles vendus au Canada et aux États-Unis	2011-11-01	–	Budget
Cinquième	Budget supplémentaire des dépenses (B) 2011-2012	2011-12-08	19	Examen
Sixième	Projet de loi C-13, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget	2011-12-08	54	Projet de loi adopté sans amendement
Septième	Budget supplémentaire des dépenses (C) 2011-2012	2012-03-15	11	Rapport final
Huitième	Budget principal des dépenses 2012-2013	2012-03-27	19	Premier rapport provisoire sur le budget des dépenses

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	35	61,6		200	8
2010-2011	66	132,1	–	298	8
2009-2010	44	75,9	–	183	12
2008-2009	31	56,2	–	126	12
2007-2008	35	64,3	–	129	15

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>10 156 \$</u>
TOTAL	10 156 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Joseph A. Day (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Richard Neufeld (conservateur) (depuis le 7 février 2012)

L'honorable sénateur Irving Gerstein (conservateur) (jusqu'au 7 février 2012)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Callbeck, *Cowan (ou Tardif), Day, Dickson, Eggleton, C.P., Finley, Gerstein, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Marshall, Murray, C.P., Nancy Ruth, Neufeld, Ringuette et Runciman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Andreychuk, Angus, Ataullahjan, Buth, Brown, Chaput, Cordy, Dagenais, Dawson, Eaton, Fortin-Duplessis, Frum, Hervieux-Payette, C.P., Housakos, Hubley, Lang, MacDonald, Maltais, Manning, Martin, Meighen, Meredith, Mitchell, Mockler, Moore, Munson, Nolin, Oliver, Peterson, Plett, Poirier, Rivard, Seidman, Smith (Saurel), Stratton, Tardif, Wallace et Wallin

Greffière du comité

Jodi Turner

Recherche et soutien administratif

Sylvain Fleury, Édison Roy-César et Terrance Thomas (Bibliothèque du Parlement)

Sylvie Simard et Brigitte Martineau (adjointes administratives)

Comité permanent des langues officielles

A. Renseignements généraux

Le comité a entrepris en octobre 2011 une étude sur l'utilisation d'Internet, des nouveaux médias, des médias sociaux et le respect des droits linguistiques des Canadiens. Ces nouveaux modes de communications influencent la vie des Canadiens. Ils constituent un moyen privilégié – et incontournable – de diffusion de l'information, de communication, d'offre de services, de réseautage et d'interactivité. Cette étude a pour objectif de déterminer si, dans ce nouveau monde électronique, les droits linguistiques des Canadiens sont respectés. À ce jour, le comité a reçu sur ce thème des témoignages de plus de 25 organismes. Il continuera d'entendre des témoins dans les mois qui viennent et prévoit publier ses conclusions et ses recommandations à l'automne 2012.

Le comité a entrepris en novembre 2011 une étude sur les obligations d'Air Canada en vertu de la *Loi sur les langues officielles*. L'étude a été lancée en réaction au rapport de vérification sur la prestation de services bilingues aux passagers d'Air Canada, publié par le Commissariat aux langues officielles en septembre 2011. Après avoir entendu les témoignages de la société, du commissaire aux langues officielles, de représentants de communautés de langues officielles minoritaires et de ministères fédéraux, le comité a publié son rapport en mars 2012.

Le comité a également entrepris en novembre 2011 une étude sur les obligations de la CBC/Société Radio-Canada en vertu de la *Loi sur les langues officielles* et de certaines dispositions de la *Loi sur la radiodiffusion*. À ce jour, le comité a entendu le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes et la CBC/Société Radio-Canada sur cette question. Il continuera d'entendre des témoins dans les mois qui viennent et prévoit publier un rapport à l'automne.

En mars 2012, le comité a reçu du gouvernement une réponse à son rapport intitulé *L'épanouissement des communautés anglophones du Québec : Du mythe à la réalité* (octobre 2011). Il a tenu une audience sur cette question, lors de laquelle le Quebec Community Groups Network a donné son point de vue sur cette réponse.

En plus d'étudier les questions ci-dessus, le comité a également examiné les rapports annuels du Commissariat aux langues officielles, du ministère du Patrimoine canadien et du Conseil du Trésor ainsi que d'autres sujets concernant les langues officielles, y compris la formation en langue seconde et une vérification de la prestation de services bilingues au public par Service Canada publiée par le Commissariat aux langues officielles (décembre 2010).

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-21	–	Dépenses de la session précédente

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Application de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	2011-10-06	120	Rapport provisoire : <i>L'épanouissement des communautés anglophones du Québec : Du mythe à la réalité</i>
Troisième	Les obligations d'Air Canada en vertu de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	2012-03-13	9	Rapport final : <i>Les obligations d'Air Canada en vertu de la Loi sur les langues officielles : Vers l'égalité réelle</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	19	29,7	–	84	3
2010-2011	31	55,5	11,0	109	3
2009-2010	21	37,3	11,0	70	4
2008-2009	16	30,4	11,0	64	5
2007-2008	18	25,2	–	40	6

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	néant
Dépenses des témoins	<u>2 311 \$</u>
TOTAL	2 311 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Présidente

L'honorable sénatrice Maria Chaput (libérale)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Andrée Champagne, C.P. (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Champagne, C.P., Chaput, *Cowan (ou Tardif), De Bané, C.P., Eaton, Fortin-Duplessis, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Losier-Cool, Mockler, Poirier et Tardif

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Buth, Dawson, Day, Nolin, Raine, Robichaud, C.P., et Segal

Greffière du comité
Danielle Labonté

Recherche et soutien administratif
Marie-Ève Hudon (Bibliothèque du Parlement)
Anita Vinette (adjointe administrative)

Comité sénatorial permanent des pêches et des océans

A. Renseignements généraux

Le comité a entrepris en octobre 2011 une étude de la gestion de la population de phoques gris au large de la côte Est du Canada. Il s'est penché sur des aspects tels que l'état actuel de la population et de la capture de phoques gris, l'incidence possible de la croissance de la population de cette espèce sur les stocks de poisson, la gestion ciblée de la population qui est proposée ainsi que les marchés et le développement de nouveaux produits. Le comité a tenu des audiences publiques à Ottawa ainsi qu'à Halifax (Nouvelle-Écosse) à la fin de mars 2012. Il a entendu des témoignages de chasseurs de phoques, de représentants du gouvernement fédéral et de gouvernements provinciaux, de pêcheurs, d'organismes de défense du bien-être des animaux, de scientifiques et de promoteurs de marchés commerciaux. Le comité prévoit publier ses conclusions et ses recommandations sur ce sujet avant la fin de juin 2012.

En mars 2012, le comité a reçu du Sénat un ordre de renvoi lui demandant d'étudier la pêche au homard au Canada atlantique et au Québec. Il prévoit entreprendre cette étude en avril 2012.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-15	–	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2011-10-06	28	Rapport provisoire : <i>Pleins feux sur les phares gardés de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve-et-Labrador : Un rapport du comité</i>
Troisième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2011-10-06	46	Rapport provisoire : <i>Pleins feux sur les phares gardés de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve-et-Labrador : Un rapport du comité</i>
Quatrième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2010-10-27	–	Budget
Cinquième	Étude de la gestion de la population de phoques gris au large de la côte Est du Canada	2012-02-16	–	Budget

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	17	28,4	–	53	5
2010-2011	20	30,3	46	74,5	6
2009-2010	27	43,1	45,0	68	7
2008-2009	18	34,4	18,2	51	3
2007-2008	15	25,2	–	31	3

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	43 167 \$
Dépenses des témoins	<u>19 704 \$</u>
TOTAL	62 871 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Fabian Manning (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Elizabeth Hubley (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Cochrane, *Cowan (ou Tardif), Hubley, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Losier-Cool, Lovelace Nicholas, MacDonald, Manning, Oliver, Patterson, Poirier, Poy, Raine et Watt

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Chaput, Dagenais, Demers, Frum, Harb, Hervieux-Payette, C.P. et Marshall

Greffière du comité

Danielle Labonté

Recherche et soutien administratif

Claude Emery, François Côté et Sarah Jane Fraser (Bibliothèque du Parlement)

Anita Vinette (adjointe administrative)

Comité sénatorial permanent des peuples autochtones

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2011-2012, le comité a reçu quatre ordres de renvoi, dont deux pour des études spéciales et deux concernant des projets de loi. Le comité a consacré la majeure partie de son temps à l'exécution de l'ordre de renvoi général l'autorisant à examiner, pour en faire rapport, les responsabilités constitutionnelles, conventionnelles, politiques et juridiques du gouvernement fédéral à l'égard des Premières nations, des Inuits et des Métis et d'autres questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada.

Conformément à cet ordre de renvoi général, le comité a entendu des témoins sur divers sujets mais s'est concentré sur l'achèvement de son étude sur la réforme de l'éducation des Premières nations. En 2011-2012, le comité a tenu 6 réunions et entendu 24 témoins durant son étude sur l'éducation. Un rapport intitulé *La réforme de l'éducation chez les Premières nations : de la crise à l'espoir* a été publié en décembre 2011 et a reçu beaucoup de couverture médiatique positive.

Sur le plan législatif, le 22 novembre 2011, le comité a fait rapport sans amendement sur le projet de loi C-22, Loi sur l'accord sur les revendications territoriales concernant la région marine d'Eeyou, après avoir entendu huit témoins. Le 13 mars 2012, le comité a fait rapport sur le projet de loi S-6, Loi sur les élections au sein de Premières nations. Quinze personnes ont témoigné lors de cinq réunions. Le projet de loi a été adopté sans amendement mais avec des observations.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-15	–	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Projet de loi C-22, Loi sur l'accord sur les revendications territoriales concernant la région marine d'Eeyou	2011-11-22	8	Projet de loi adopté sans amendement
Troisième	Questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada	2011-12-07	46	Rapport provisoire : <i>La réforme de l'éducation chez les Premières nations : de la crise à l'espoir</i>
Quatrième	Projet de loi S-6, Loi sur les élections au sein de Premières nations.	2012-03-13	15	Le projet de loi a été adopté sans amendement mais avec des observations

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	31	51,5	–	111	4
2010-2011	38	66,3	32,4	134	6
2009-2010	46	81,2	2,2	161	8
2008-2009	21	34,8	–	64	7
2007-2008	15	21,0	19,8	43	5

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires :	néant
Dépenses des témoins :	<u>19 703 \$</u>
TOTAL	19 703 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Gerry St. Germain, C.P. (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Lillian Dyck (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Atallahjan, Brazeau, Campbell, *Cowan (ou Tardif), Dallaire, Demers, Dyck, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Lovelace Nicholas, Meredith, Patterson, Raine, Sibbeston et St. Germain, C.P.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Cordy, Dagenais, Hubley, Martin, Meredith, Moore, Munson, Nolin, Plett, Smith (Saurel), Stewart Olsen, Stratton, Wallace, Watt et White

Greffière du comité

Marcy Zlotnick

Recherche et soutien administratif

James Gauthier, Shauna Troniak et Tonina Simeone (Bibliothèque du Parlement)

Lyne Héroux (adjoindte administrative)

Comité sénatorial permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a pour mandat d'examiner toutes les questions d'ordre financier ou administratif relatives à la gestion interne du Sénat. Il étudie et approuve les budgets demandés par les comités et établit des lignes directrices et des politiques sur des questions telles que les frais de déplacement et les dépenses budgétaires des sénateurs. Il importe de noter qu'en vertu du *Règlement du Sénat*, le comité est autorisé à exécuter son mandat de sa propre initiative, c'est-à-dire sans devoir attendre un ordre de renvoi du Sénat [alinéa 86(1)e)].

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Alinéa 86 g)	2011-06-02	–	Voyages à l'étranger : sénateur Eggleton – New York, sénatrice Nancy Ruth – Turquie
Deuxième	Alinéa 86 g)	2011-10-27	–	Budgets des comités 2011-2012
Troisième	Alinéa 86 g)	2011-11-17	–	Voyages à l'étranger : sénateur Munson – Grèce
Quatrième	Alinéa 86 g)	2011-11-24	–	États financiers du Sénat du Canada au 31 mars 2011
Cinquième	Alinéa 86 g)	2012-02-07	–	Rapport annuel sur les vérifications internes de 2010-2011
Sixième	Alinéa 86 g)	2012-02-16	–	Voyages à l'étranger : sénateur Jaffer – Sri Lanka, sénateur Stratton – Chili
Septième	Alinéa 86 g)	2012-02-29	–	Budget principal 2012-2013
Huitième	Alinéa 86 g)	2012-03-15	–	Groupes des employés non représentés du Sénat – Augmentations économiques et indemnité de départ
Neuvième	Alinéa 86 g)	2012-03-29	–	Budgets des comités du Sénat 2012-2013

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	18	20,9	3	9
2010-2011	22	25,5	29	12
2009-2010	18	22,8	7	8
2008-2009	11	9,5	3	9
2007-2008	12	14,9	–	8

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>Néant</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur David Tkachuk (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur George Furey (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Campbell, Carignan, Charette-Poulin, Comeau, Cordy, *Cowan (ou Tardif), Di Nino, Downe, Furey, Kinsella, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Munson, Smith (Saurel), Stewart Olsen, Stratton et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Cowan, Dawson, Day, Demers, Greene, Jaffer, Joyal, C.P., Manning, Martin, Marshall, Meighen, Mitchell, Mockler, Patterson, Runciman, Tardif et Wallin

Greffier du comité

Gary O'Brien, greffier du Sénat

Soutien administratif au Secrétariat de la régie interne

Lucie Lavoie et Jimmy Manigat

Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement

A. Renseignements généraux

C'est en 1968 que le Comité permanent du Règlement et de la procédure est créé, à la suite d'un rapport du Comité spécial du *Règlement du Sénat*, afin d'examiner le *Règlement* et de recommander des améliorations. En juin 1991, ce comité est remplacé par le Comité des privilèges, du Règlement et de la procédure, à qui on confie la tâche d'examiner la procédure, les coutumes et les privilèges du Sénat, fonction exercée antérieurement par le Comité des privilèges, composé de tous les sénateurs présents au cours de la session. En septembre 2001, le comité adopte son nom actuel, pour mieux refléter son mandat et ses responsabilités.

En 2011-2012, le Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement a présenté deux rapports. Le premier rapport sur une révision complète du *Règlement du Sénat* tandis que le deuxième proposait des modifications relatives aux congés autorisés et aux suspensions.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Conformément au sous-alinéa 86(1) f(i) du <i>Règlement</i>	2011-11-16	–	<i>Règlement du Sénat</i> révisé
Deuxième	Conformément au sous-alinéa 86(1) f(i) du <i>Règlement</i>	2011-11-29	–	Révision de la partie XII du <i>Règlement</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	11	13,2	–	–	2
2010-2011	15	17,4	–	–	3
2009-2010	24	29,9	–	28	6
2008-2009	9	11,6	–	10	3
2007-2008	8	9,7	36,0	7	7

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>Néant</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur David P. Smith, C.P. (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur David Braley (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Braley, Brown, Carignan, Comeau, *Cowan (ou Tardif), Duffy, Fraser, Furey, Housakos, Joyal, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Carignan), McCoy, Smith, C.P. (Cobourg) et Stratton

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Chaput, Greene, Meighen, Nolin et Plett

Greffier du comité

Charles Robert

Recherche et soutien administratif

Andre Barnes et Sebastian Spano (Bibliothèque du Parlement)

Katy Treehuba (adjointe administrative)

Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense

A. Renseignements généraux

Durant l'exercice 2011-2012, le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense a continué à recevoir des témoignages sur son mandat, qui consiste à examiner les politiques, les pratiques, la situation et les capacités du Canada en matière de sécurité nationale et de défense et de faire rapport à ce sujet.

Le comité a abordé une série de questions mais s'est surtout penché sur l'utilisation de technologies à double usage par l'Iran et les leçons retenues de la mission en Afghanistan; il a aussi continué d'étudier la situation de la Réserve.

Le comité a déposé en décembre 2011 un rapport intitulé *Répondre à l'appel : Le rôle de la Première réserve du Canada dans l'avenir*. Le comité estime donc que le moment de la publication du rapport est opportun. Selon le rapport, la Première réserve est indispensable pour les opérations des Forces canadiennes, au sein des missions à l'étranger et ici même.

Dans le rapport, le comité recommande de préserver la viabilité et l'efficacité à long terme de la Réserve.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-21	–	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Rapport au sujet des politiques du Canada en matière de sécurité nationale et de défense	2011-10-27	–	Budget
Troisième	Étude sur les services et les prestations dispensés aux anciens combattants et à leurs familles	2011-10-27	–	Budget
Quatrième	Rapport au sujet des politiques du Canada en matière de sécurité nationale et de défense	2011-12-15	19	Rapport provisoire : <i>Répondre à l'appel : Le rôle de la Première réserve du Canada dans l'avenir</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	10	21,5	–	36	4
2010-2011	22	51,8	30,5	83	7
2009-2010	23	55,5	161,5	28	5
2008-2009	15	60,0	44,5	26	11
2007-2008	18	68,7	114,0	71	7

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	5 733 \$
Dépenses des témoins	<u>2 787 \$</u>
TOTAL	8 520 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Présidente

L'honorable sénatrice Pamela Wallin (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Roméo Dallaire (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs *Cowan (ou Tardif), Dallaire, Day, Lang, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Manning, Mitchell, Nolin, Peterson, Plett et Wallin

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Banks, Campbell, Cordy, Dawson, Di Nino, Eggleton, C.P., Finley, Meighen, Munson, Patterson, Rivard, Seidman, Segal, Stewart Olsen, Stratton et Wallace

Greffière du comité

Josée Thérien

Recherche et soutien administratif

Holly Porteous et Martin Auger (Bibliothèque du Parlement)
Monique Régimbald (adjointe administrative)

Sous-comité des anciens combattants

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le Sous-comité des anciens combattants a continué d'entendre des témoins dans le cadre de son mandat consistant à étudier les services et avantages que reçoivent les membres et vétérans ainsi que leurs familles. Le sous-comité a donc entrepris une nouvelle étude sur la transition à la vie civile. Cette étude a pour objectif d'examiner les initiatives, programmes et ressources existants pour aider les anciens combattants et leurs familles à opérer la transition après la fin de la carrière militaire. Elle est plus particulièrement centrée sur les efforts pour promouvoir l'embauche d'anciens combattants dans de bons emplois des secteurs privé et public.

Le 5 mars 2012, le sous-comité a tenu une mission d'étude à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard), à l'Administration centrale d'Anciens Combattants Canada (ACC). Cette mission avait pour but de tenir des réunions et des séances d'information avec différentes directions du Ministère afin d'avoir un aperçu et des comptes rendus du travail et des réalisations d'ACC.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

Le Sous-comité des anciens combattants relève du Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins
2011-2012	10	10,8	6,5	22
2010-2011	22	26,7	–	43
2009-2010	15	15,3	–	23
2008-2009	6	6,7	36,0	15
2007-2008	12	12,8	36,0	22

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	8 697 \$
Dépenses des témoins	<u>néant</u>
TOTAL	8 697 \$

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

E. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2011-2012

Président

L'honorable sénateur Roméo Dallaire (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Donald Neil Plett (conservateur)

Membres du sous-comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Dallaire, Day, Nolin, Plett et Wallin

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité

Les honorables sénateurs Banks, Dawson, Frum, Manning, Mitchell, Rivard, St. Germain, C.P., et Stratton

Greffière du comité

Josée Thérien

Recherche et soutien administratif

Martin Auger (Bibliothèque du Parlement)

Monique Régimbald (adjointe administrative)

Comité de sélection

A. Renseignements généraux

Au début de chaque session est constitué un Comité de sélection chargé de désigner : a) un sénateur qui présidera la Chambre à titre temporaire; et b) les sénateurs qui seront membres des divers comités particuliers.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Conformément à l'alinéa 85)1) a) et à l'article 85(2) du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-09	–	Nomination d'un sénateur qui préside la Chambre à titre temporaire
Deuxième	Conformément à l'alinéa 85)1) a) et à l'article 85(2) du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-09	–	Nomination des sénateurs qui seront membres des divers comités

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	1	0,2	0	2
2010-2011	–	–	–	–
2009-2010	2	0,4	–	3
2008-2009	3	0,5	–	3
2007-2008	2	0,4	–	3

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>Néant</u>
TOTAL	NÉANT

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Présidente

L'honorable sénatrice Elizabeth Marshall (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Jim Munson (libéral)

Membres du comité (nommés par le Sénat)

Les honorables sénateurs Carstairs, C.P., Comeau, *Cowan (ou Tardif), Fraser, Frum, Greene,
*LeBreton, C.P. (ou Carignan), Marshall, Martin, Munson et Robichaud, C.P.

Autre sénateur ayant participé aux travaux du comité

L'honorable sénatrice Jaffer

Greffière du comité

Heather Lank

Soutien administratif

Brigitte Martineau (adjoite administrative)

Comité permanent des transports et des communications

A. Renseignements généraux

Au cours de la 1^{re} session de la 41^e législature, le comité a poursuivi une étude sur les nouveaux enjeux du secteur canadien du transport aérien. L'ordre de renvoi établit quatre grands domaines d'étude : le contexte mondial, le marché intérieur, la relation commerciale entre l'industrie et ses passagers et les retombées économiques des aéroports. Dans le cadre de cette étude, le comité a mené des visites d'étude à l'aéroport international d'Ottawa et à l'aéroport international de Montréal-Trudeau.

En plus de cette étude spéciale, le comité a étudié le projet de loi S-4, Loi améliorant la sécurité ferroviaire, qui a été adopté avec une modification le 24 novembre 2011.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-14	–	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Étude sur les nouveaux enjeux du secteur canadien du transport aérien	2011-06-15	–	Budget
Troisième	Projet de loi S-4, Loi améliorant la sécurité ferroviaire	2011-11-02	12	Projet de loi adopté avec un amendement
Quatrième	Étude sur les nouveaux enjeux du secteur canadien du transport aérien	2012-03-29	–	Budget

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	24	25,5	2,0	50	4
2010-2011	28	33,5	2,4	62	6
2009-2010	26	34,0	64,6	71	6
2008-2009	8	8,3	–	9	4
2007-2008	30	43,1	15,1	100	9

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	2 531 \$
Dépenses des témoins	<u>452 \$</u>
TOTAL	2 983 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Dennis Dawson (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Stephen Greene (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Boisvenu, Cochrane, *Cowan (ou Tardif), Dawson, Fox, C.P., Frum, Greene, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), MacDonald, Marshall, Martin, Mercer, Merchant et Zimmer

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Braley, Doyle, Eaton, Eggleton, C.P., Maltais, Manning, Munson, Plett, Unger et Verner, C.P.

Greffiers du comité

Jean-Yves LeFort (depuis septembre 2011)
Keli Hogan (jusqu'en octobre 2011)

Recherche et soutien administratif

Terrence Thomas, Dean Ruffilli, Penny Becklumb et Alexandre Lavoie (Bibliothèque du Parlement)
Nicole Raymond (adjoindte administrative)

Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement

A. Renseignements généraux

Le Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement est autorisé à appuyer le Président du Sénat et le Président de la Chambre de communes à la direction et à la gestion de la Bibliothèque du Parlement et à faire des recommandations à ceux-ci au sujet de la gouvernance de la Bibliothèque et de la saine gestion des crédits votés par le Parlement pour l'achat de livres, de cartes ou de tout autre article qui y est déposé.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Permanent	2011-10-04	–	Quorum et mandat du Comité

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	1	0,7	0	1
2010-2011	8	7,8	15	2
2009-2010	12	18,7	24	3
2008-2009	5	5,8	6	1
2007-2008	3	1,7	2	1

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>Néant</u>
TOTAL	NÉANT

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

Co-présidente

L'honorable sénatrice Marie-P. Charette-Poulin (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Atallahjan, Carstairs, C.P., Eaton, Poy et Rivard

Autre sénateur ayant participé aux travaux du comité

Les honorable sénateur Munson

Greffier du comité mixte

Kevin Pittman

Recherche et soutien administratif

Marie-Ève Hudon et Sonya Norris (Bibliothèque du Parlement)

Louise Archambault (adjointe administrative)

Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

A. Renseignements généraux

Le mandat du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation est défini par la *Loi sur les textes réglementaires*, qui l'autorise à étudier et à contrôler certains textes réglementaires adoptés après le 1^{er} janvier 1972. Outre ce mandat législatif, le comité mixte dispose, depuis 1980, d'un ordre de renvoi renouvelé au début de chaque session par le Sénat et la Chambre des communes l'autorisant à étudier les moyens que le Parlement peut utiliser pour mieux surveiller le processus de réglementation du gouvernement. Ensemble, les mandats législatif et parlementaire du comité mixte lui confèrent une vaste compétence en matière d'enquêtes et de rapports sur la plupart des aspects du processus de réglementation fédéral.

Au cours de l'exercice, du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012, le comité s'est réuni à 11 reprises. Aucun témoin n'a été convoqué.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-06-23	–	Dépenses de la session précédente

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	11	10,5	0	1
2010-2011	16	18,8	1	1
2009-2010	11	15,0	1	4
2008-2009	10	12,1	3	3
2007-2008	12	14,9	4	2

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	1 171 \$
Dépenses des témoins	<u>Néant</u>
TOTAL	1 171 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

Co-président

L'honorable sénateur Bob Runciman (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Boisvenu, Braley, Harb, Hervieux-Payette, C.P., Housakos, Marshall, Moore et Runciman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Frum, Rivard et Verner, C.P.

Greffière du comité mixte

Marcy Zlotnick

Soutien administratif

Peter Bernhardt, Jacques Rousseau, Shawn Abel et Évelyne Borkowski-Parent (Bibliothèque du Parlement)

Lyne Héroux (adjoindte administrative)

Comité spécial sur l'antiterrorisme

A. Renseignements généraux

Le Comité sénatorial spécial sur l'antiterrorisme a été créé en mars 2012 sous le nom de Comité sénatorial spécial sur certains projets de loi gouvernementaux. Le 27 mars 2012, le comité a présenté au Sénat son premier rapport demandant que son nom soit changé à celui de Comité sénatorial spécial sur l'antiterrorisme.

Au cours de l'exercice 2011-2012, le comité a également entrepris l'étude d'une mesure législative, le projet de loi S-7, *Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur la preuve au Canada et la Loi sur la protection de l'information*.

B. Rapports au Sénat en 2011-2012*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier		2012-03-27	–	Demande que le nom soit changé de Comité sénatorial spécial sur certains projets de loi gouvernementaux à celui de Comité sénatorial spécial sur l'antiterrorisme

C. Activités du comité

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2011-2012	2	2,0	2	1

D. Dépenses de l'exercice 2011-2012

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>Néant</u>
TOTAL	NÉANT

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2011-2012) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2008-2012) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2011-2012.

E. Membres du comité pendant l'exercice 2011-2012

Président

L'honorable sénateur Hugh Segal (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Dagenais, *Cowan (ou Tardif), Dallaire, Day, Frum, Joyal, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Segal, Smith, C.P. (Cobourg) et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Marshall et Mitchell

Greffière du comité

Jodi Turner

Soutien administratif

Lyne Casavant (Bibliothèque du Parlement)

Louise Pronovost (adjointe administrative)

Partie III – Dépenses des comités

Rapport détaillé sur les dépenses des comités (2011-2012)

Les comités sénatoriaux peuvent présenter une demande de budget, par exemple pour embaucher des rédacteurs/réviseurs, des conseillers en communication, ou pour faire des déplacements, s'il y a autorisation du Sénat. En outre, certaines dépenses sont portées à un budget central géré par la Direction des comités. Il s'agit, notamment, des coûts des vidéoconférences et des frais de déplacement des témoins, qui figurent tous deux dans la colonne B ci-dessous. D'autres dépenses portées à ce budget central figurent dans la colonne C. Il s'agit des frais de poste en général, des cafés/thés/jus servis lors des réunions des comités à Ottawa, des repas de travail à Ottawa et des frais de vaccination occasionnés par les déplacements des comités.

Rapport des budgets et dépenses des comités, 2008-2012

Exercice	Nombre de réunions	Total Comités du Sénat (A)	Dépenses des témoins (B)	Autres dépenses (C)	Total des dépenses (A+B+C)
2011-2012	401	486 556 \$	249 807 \$	107 138 \$	843 501 \$
2010-2011	581	687 050 \$	302 448 \$	197 025 \$	1 186 523 \$
2009-2010	514	1 332 551 \$	223 920 \$	178 424 \$	1 734 895 \$
2008-2009	361	1 030 767 \$	184 223 \$	-	1 214 990 \$
2007-2008	444	1 520 093 \$	202 874 \$	-	1 722 967 \$

Définition des catégories courantes

Le tableau suivant présente le budget et les dépenses réelles de chaque comité, réparties entre les dépenses générales (toutes les dépenses non liées aux déplacements du comité) et les déplacements du comité. Les dépenses sont en outre ventilées selon les trois catégories habituelles :

- **Transports et communications** (y compris le transport aérien, les hôtels, les indemnités journalières, les repas de travail et le transport terrestre)
- **Services professionnels et autres** (y compris l'aide à la recherche, les conseillers spécialisés, les services de sténographie et de transcription ainsi que les frais d'accueil)
- **Autres dépenses** (y compris la publicité, les frais de messagerie, la location de salles de réunion, le matériel de sténographie et d'interprétation, ainsi que les services d'imprimerie)

Rapport des budgets et dépenses des comités (2011-2012)

Nom du comité <i>41^e législature, 1^{re} session</i>	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Transports et communications	Services professionnels	Autres	Dépenses totales
Affaires étrangères et commerce international						
Étude sur les faits nouveaux en matière de politique et d'économie au Brésil	278 090					
Dépenses générales		1 400	-	-	-	-
Brésil		276 690	160 750	12 160	4 590	177 500
TOTAL	278 090	278 090	160 750	12 160	4 590	177 500
Affaires juridiques et constitutionnelles						
Projets de loi	49 500					
Dépenses générales		49 500	-	-	1 842	1 842
TOTAL	49 500	49 500	-	-	1 842	1 842
Affaires sociales, sciences et technologie						
Étude de l'Accord sur la santé	32 600					
Dépenses générales		32 600	-	1 880	-	1 880
Étude sur l'enseignement postsecondaire	21 500					
Dépenses générales		21 500	-	5 685	7 194	12 879
TOTAL	54 100	54 100	-	7 565	7 194	14 759
Agriculture et forêts						
Étude du secteur agricole	296 711					
Dépenses générales		1 000	-	-	-	-
Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard		46 078	-	-	-	-
Québec		18 078	5 808	-	266	6 074
Est du Canada		72 819	-	-	-	-
Guelph (Ontario)		14 098	-	-	-	-
Washington, D.C.		144 638	45 763	159	126	46 048
TOTAL	296 711	296 711	51 572	159	392	52 122
Banques et commerce						
Projets de loi	7 300					
Dépenses générales		7 300	-	-	5 800	5 800
TOTAL	7 300	7 300	-	-	5 800	5 800
Conflits d'intérêts des sénateurs	50 000					
Dépenses générales		50 000	-	-	-	-
TOTAL	50 000	50 000	-	-	-	-

Nom du comité <i>41^e législature, 1^{re} session</i>	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Transports et communications	Services professionnels	Autres	Dépenses totales
Droits de la personne						
Étude sur les obligations en matière de droits de la personne	219 645					
Freetown (Sierra Leone), Accra (Ghana) et Monrovia (Liberia)		219 645	2 923	2 092	2 784	7 799
TOTAL	219 645	219 645	2 923	2 092	2 784	7 799
Énergie, environnement et ressources naturelles						
Étude sur le secteur de l'énergie	496 281					
Dépenses générales		25 165	59	14 841	86	14 986
Alberta et Colombie-Britannique		212 042	61 216	11 168	8 479	80 863
Manitoba et Saskatchewan		170 448	50 625	9 024	9 938	69,586
Washington, D.C.		83 626	-	-	-	-
Québec (fonds d'urgence)		5 000	-	-	-	-
TOTAL	496 281	496 281	111 900	35 033	16 213	165 436
Examen de la réglementation (mixte)						
Dépenses générales		7 050	-	449	723	1 171
TOTAL	7 050	7 050	-	449	723	1 171
Finances nationales						
Magasinage transfrontalier	49 704					
Dépenses générales		15 000	-	-	-	-
Toronto, Niagara Falls et Buffalo		34 704	-	-	-	-
TOTAL	49 704	49 704	-	-	-	-
Pêches et océans						
Étude du cadre stratégique du gouvernement	155 124					
Dépenses générales		5 000	-	-	-	-
Îles-de-la-Madeleine, Québec et Terre-Neuve		150 124	-	-	-	-
Étude de la gestion de la population de phoques gris au large de la côte Est du Canada	103 560					
Halifax (Nouvelle-Écosse)		103 560	36 665	1 816	4 687	43 167
TOTAL	258 684	258 684	36 665	1 816	4 687	43 167
Sécurité nationale et défense						
Étude sur la politique de sécurité nationale	137 318					
Dépenses générales		36 000	-	-	-	-
Base navale de la côte Ouest (Esquimalt, C.-B.)		52 714	4 203	-	-	4 203
Base navale de la côte Est (Halifax, Nouvelle-Écosse)		48 604	1 503	-	-	1 530
TOTAL	137 318	137 318	5 733	-	-	5 733

Nom du comité <i>41^e législature, 1^{re} session</i>	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Transports et communications	Services professionnels	Autres	Dépenses totales
Sous-comité des anciens combattants						
Étude sur Affaires des anciens combattants	40 654					
Dépenses générales		1 000	-	-	-	-
Administration centrale d'Affaires des anciens combattants (Î.-P.-É.)		22 306	8 697	-	-	8 697
Valcartier (Québec)		17 348	-	-	-	-
TOTAL	40 654	40 654	8 697	-	-	8 697
Transports et communications						
Étude du secteur canadien du transport aérien	109 634					
Toronto, Hamilton et Buffalo		60 436	-	-	-	-
Montréal et Plattsburgh		49 198	2 301	-	230	2 531
TOTAL	109 634	109 634	2 301	-	230	2 531
TOTAL 41-1	2 054 671	2 054 671	380 539	59 272	46 745	486 556

Ventilation des dépenses des témoins (2011-2012)

ACTIVITÉS DES COMITÉS (41 ^e législature, 1 ^{re} session)	TOTAL	MONTANT
Affaires étrangères	13 665	
Étude spéciale – Brésil		6 998
Étude spéciale – Charte du Commonwealth		2 195
Étude spéciale – politique étrangère en Iran		4 472
Affaires juridiques et constitutionnelles	75 899	
Projets de loi		71 561
Étude spéciale – cas d’infraction d’ordre sexuel		636
Étude spéciale – proposition concernant les frais d’utilisation		3 702
Affaires sociales, sciences et technologie	13 893	
Étude spéciale – accord sur la santé de 2004		7 655
Étude spéciale – inclusion et cohésion sociales		6 237
Étude spéciale – grandes villes		–
Agriculture et forêts	58 647	
Projets de loi		35 552
Étude spéciale – secteur agricole		23 095
Étude spéciale – secteur forestier canadien		–
Banques et commerce	6 937	
Projets de loi		2 283
Étude spéciale – systèmes financiers		1 597
Étude spéciale – blanchiment d’argent		3 057
Étude spéciale – compte d’épargne libre d’impôt et REER		–
Droits de la personne	13 831	
Projets de loi		9 382
Étude spéciale – cyberintimidation		1 099
Étude spéciale – obligations		3 349
Énergie, environnement et ressources naturelles	11 821	
Étude spéciale – secteur de l’énergie		11 821
Finances nationales	10 156	
Projets de loi		3 499
Étude spéciale – magasinage transfrontalier		6 657
Langues officielles	2 311	
Étude spéciale – Loi sur les langues officielles		1 420
Étude spéciale – utilisation d’Internet		891
Pêches	19 704	
Étude spéciale – phoques gris		19 704
Peuples autochtones	19 703	
Projets de loi		3 852
Étude spéciale – questions d’ordre général		15 851
Sécurité nationale et défense	2 787	
Étude spéciale – relation avec les États-Unis		669
Étude spéciale – politique de sécurité nationale		1 616
Étude spéciale – opérations en Afghanistan		503
Transports et communications	452	
Étude spéciale – secteur canadien du transport aérien		452
TOTAL 41-1	249 807	249 807

* Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.